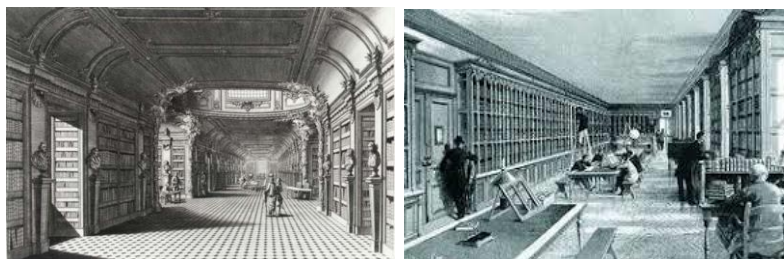




Société Française de
Finances Publiques

Septembre 2019
n° 17
Deuxième année

Billet bibliographique



« Dans nos bibliothèques aux mois de juillet et août 2019 »

*Ce Billet bibliographique mensuel, qui est dans sa deuxième année d'existence, est destiné à faire connaître les références des publications récentes en **finances publiques et droit fiscal** (pour cette livraison : travaux parus ou diffusés en **juillet et août 2019**). Les publications figurant dans ce Billet nous ont été soit signalées par les auteurs (que nous remercions une nouvelle fois pour les nombreuses réponses reçues) suite à notre message diffusé fin juin, soit repérées (sélection non exhaustive) par les rédacteurs du Billet. Ce Billet bibliographique n'a d'autre ambition que d'être un aide-mémoire.*

**Rejoignez la SFFP en nous renvoyant le Bulletin d'adhésion 2019,
se trouvant à la dernière page,**

ou alors en adhérant en ligne

<https://www.helloasso.com/associations/societe-francaise-de-finances-publiques/adhesions/adhesion-sffp-2019>

Ouvrages

- * ALBERT Jean-Luc, *Finances publiques*, Dalloz, coll. Cours, 11^{ème} éd., (août) 2019, 940 p.
Ce manuel présente, avec clarté et simplicité, l'ensemble des finances publiques (Etat, collectivités locales, sécurité sociale, Union européenne, organisations internationales), qu'il s'agisse des institutions, du droit, des politiques, des techniques financières et des notions essentielles de fiscalité (nécessaires, notamment, à la préparation des concours administratifs).
L'ouvrage intègre l'ensemble des réformes intéressant les finances publiques nationales, européennes menées au cours de ces dernières années.
Il se situe dans une démarche à la fois comparative et internationale. Il aborde les grandes questions d'actualité concernant les finances publiques. Il s'adresse aux étudiants en droit de la licence 2 au Master 2, de Sciences-po et d'AES et sera indispensable à la préparation des concours administratifs. [présentation de l'éditeur]
- * AYRAULT Ludovic, BENETTI Julie et CONAN Mattieu (dir.), *Les premières lois financières de la présidence Macron*, IRJS Editions, coll. Biblio. de l'Institut de recherche juridique de la Sorbonne - André Tunc, tome 104, (juillet) 2019, 419 p.
L'élection d'Emmanuel Macron à la présidence de la République aurait ouvert de l'avis de nombreux observateurs une nouvelle ère politique marquée par un renouvellement sans précédent du personnel parlementaire et l'effondrement du clivage traditionnel entre la droite et la gauche. Les premières lois financières de ce début de quinquennat (loi de finances pour 2018, loi de financement de la sécurité sociale pour 2018, loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022) portent-elles la marque de ce changement ? Le renouvellement des acteurs a-t-il induit une évolution des pratiques et des habits, des moyens parlementaires ou des procédures budgétaires ? La ligne politique de la nouvelle majorité a-t-elle encouragé la définition de nouvelles politiques publiques en matière financière et fiscale ? Dans un contexte budgétaire hautement contraint, de quelle latitude dispose encore le pouvoir politique dans le pilotage et la gestion des finances publiques ? [présentation de l'éditeur]

Les contributions à cet ouvrage sont à retrouver dans la rubrique Articles ci-dessous (●)

- * BASLÉ Maurice, *Le budget de l'Etat*, La Découverte, coll. Repères, 9^{ème} éd., (juillet) 2019, 128 p.
Un regard pluridisciplinaire sur le rôle du gouvernement et de Bercy, celui des élus au Parlement ainsi que sur le contrôle du budget de l'Etat.
Le budget de l'Etat (environ 16 % du PIB) est un sujet citoyen et politique, qui touche au droit, à l'économie et à la gestion des finances publiques. C'est le résultat de choix qui divisent : pour certains, les dépenses publiques sont nécessaires à la croissance, mais aussi à la redistribution des revenus et au bien-être. Les citoyens (et les fonctionnaires) souhaitent un " bon " budget de l'Etat. Pour d'autres, c'est d'abord un acte contraignant d'intervention de l'Etat qui lève l'impôt et ne contrôle pas assez ses dépenses.
Cet ouvrage donne un regard pluridisciplinaire sur le rôle du gouvernement et de Bercy, sur celui des élus au Parlement ainsi que sur le contrôle du budget de l'Etat. Il offre un aperçu du nouveau management public de la performance et traite des questions d'actualité concernant les missions et leur pilotage, les dépenses, les impôts, leur efficacité et leur justice, mais aussi les déficits publics, la dette publique, la soutenabilité de la politique budgétaire et le respect (ou non) des règles européennes. [présentation de l'éditeur]
- * BELLESCIZE Ramu (de), *Le système budgétaire du Royaume-Uni*, LGDJ, coll. Systèmes, (juillet) 2019, 258 p.
À l'origine du Parlement, il y a l'impôt. C'est pour donner son consentement à l'impôt qu'est apparu, au cours du Moyen Âge, en Angleterre, le Commun conseil. Plus tard, il se transformera en Parlement et étendra son contrôle aux dépenses.
L'histoire aurait pu s'arrêter là. Mais l'Angleterre, « voisine d'aucun par la terre est devenue, au fil du temps, voisine de tous par la mer ». Son modèle, autant dire celui de la Grande-Bretagne puis du Royaume-Uni, qui unit indissolublement budget et Parlement, a essaimé à travers le monde. Il a été copié, adopté, imposé, sur près d'un quart de la surface de la terre, aussi bien dans l'hémisphère boréal (par exemple, le Canada) que dans l'hémisphère austral (par exemple, l'Afrique du Sud).
Mais ce modèle, dont l'originalité en matière constitutionnelle est indéniable, se singularise-t-il aussi en matière budgétaire ? Existe-t-il réellement un modèle budgétaire britannique comme il existe un modèle parlementaire britannique ? La réponse est oui. Des spécificités existent. Assez, tout au moins, pour apporter la preuve de « la possibilité d'une île ». Ou plutôt de la possibilité d'un archipel, tant ce système budgétaire s'est diffusé dans le monde. [présentation de l'éditeur]

* BERTUCCI Jean-Yves, FABRE Francis, FROMENT-MEURICE Anne, HAUPTMANN Nicolas et MICHAUT Christian, *Les grands arrêts de la jurisprudence financière*, Dalloz, coll. Grand arrêts, 7^{ème} éd., (juillet) 2019, 730 p.

Ressortissant au droit public, la jurisprudence financière tire son originalité de l'autonomie du droit budgétaire et de la comptabilité publique, de la spécificité du régime de responsabilité des comptables publics et des sanctions applicables en Cour de discipline budgétaire et financière aux fonctionnaires et agents publics, ainsi que des particularités de la procédure devant les juridictions financières.

La septième édition des Grands arrêts de la jurisprudence financière tient compte des nombreuses modifications intervenues depuis l'édition précédente, dont la refonte du Code des juridictions financières et les précisions apportées par la jurisprudence à l'application des règles de procédure devant le juge des comptes (loi du 28 octobre 2008), au régime de responsabilité des comptables publics (loi du 28 décembre 2011) et à la modernisation des procédures et de l'organisation de la CDBF (ordonnance du 13 octobre 2016).

Ouvrage de référence depuis plus de cinquante ans, Les grands arrêts de la jurisprudence financière, constitue un outil de travail indispensable pour les acteurs de la vie publique - administrateurs de l'État et des collectivités locales, comptables publics, corps de contrôle - et plus largement, pour tous ceux (universitaires, étudiants et journalistes en particulier) qui s'intéressent aux questions posées par le contrôle des finances publiques. [présentation de l'éditeur]

* BOUDET Jean-François et LEQUESNE ROTH Caroline (dir.), *Les administrations publiques à l'épreuve de leur dette*, Mare & Martin, (août) 2019, 330 p., préface J.J. SUEUR

Les années 1980 ont marqué un tournant décisif dans le modèle de financement des États, et plus largement de l'ensemble des collectivités publiques : mus par des considérations politico-financières associées au renouveau de l'idée de marché, les décideurs politiques ont choisi de privilégier la dette dite de « marché ». Ainsi, le financement des administrations publiques est aujourd'hui largement dépendant des marchés financiers. Si le phénomène n'est pas nouveau, il se distingue par son ampleur et sa généralisation : les volumes de liquidités empruntés atteignent des montants inédits dans l'histoire, tandis que le mouvement de mise en finance a éclipsé les autres formes d'emprunt devenues minoritaires, voire marginales. Ces transformations contribuent à redéfinir en profondeur les relations de dette nouées par les administrations publiques.

L'ouvrage a pour ambition d'appréhender ces transformations pour en interroger les conséquences du point de vue des autorités publiques débitrices. Il rassemble les contributions de juristes de droit public et de droit privé, d'économistes, de politistes et de sociologues, afin d'illustrer comment la mise en finance globale des dettes publiques modifie la physionomie des administrations publiques et appelle leur redéfinition. [présentation de l'éditeur]

Les contributions à cet ouvrage sont à retrouver dans la rubrique Articles ci-dessous (●)

* BOUVIER Michel (dir.), *Finances publiques et justice sociale*, LGDJ, (juillet) 2019, 192 p.

Alors que les finances publiques occupent une place centrale dans le fonctionnement et les débats des sociétés contemporaines, qu'elles constituent un dispositif clé du système politique économique et social, le regard qui a été porté sur elles au cours des quarante dernières années a été essentiellement focalisé sur leur gestion. La question qui est devenue dominante est celle de leur soutenabilité, ou plus précisément de l'équilibre budgétaire, entendu comme un équilibre comptable, mais sans que l'on ne s'interroge jamais sur les rapports entre cet équilibre et la justice sociale. Or à un moment où la fracture sociale et territoriale est de plus en plus criante partout dans le monde, il était temps qu'un thème aussi essentiel soit l'objet d'une réflexion approfondie sur le terrain des finances publiques. Car c'est bien en effet à travers les choix budgétaires et fiscaux que se définit, prend forme et se matérialise une certaine conception de la justice sociale pour une société donnée à un moment donné.

Qu'en est-il aujourd'hui ? En filigrane du rapport entre finances publiques et justice sociale, c'est bien la place respective du secteur public et du marché dans la société ou encore du devenir de l'État qui est en question. On le sait, depuis la seconde moitié des années 1970, nombre de gouvernements se sont engagés dans une logique limitant systématiquement la fonction régulatrice de l'État en vue de restaurer « la liberté du choix » des individus sur le marché. Il s'en est suivi un processus de dérégulation qui s'est étendu à l'ensemble de la planète et qui même s'accroît aujourd'hui dans le cadre de l'économie numérique. Quel bilan et quelles perspectives en tirer ? L'État apparaît-il encore comme un acteur privilégié de la justice sociale ? Quel rôle pour le marché ? Quels autres nouveaux acteurs ? Quel avenir pour la justice sociale ? [présentation de l'éditeur]

* CASTAGNÈDE Bernard, *Précis de fiscalité internationale*, PUF, 6^{ème} éd., (août) 2019, 580 p.

Alors que l'activité économique, en particulier celle des groupes internationaux, se déploie à l'échelle de la planète, elle demeure segmentée en une multiplicité de pouvoirs fiscaux aux prétentions concurrentes. La fiscalité internationale revêt dès lors une importance croissante, en même temps qu'elle devient plus complexe, dans sa consistance et dans les enjeux qu'elle recouvre.

Cet ouvrage comporte d'abord une introduction générale aux grands problèmes fiscaux internationaux, associant les approches juridique, économique, financière ou de gestion, au croisement des politiques publiques et des stratégies des opérateurs privés. Il expose ensuite, à partir de l'exemple français, le cadre juridique du traitement fiscal des activités internationales, dans le domaine de la fiscalité directe, au regard des opérations d'implantation

en France d'entreprises étrangères et du déploiement international des entreprises françaises. Le Précis de fiscalité internationale offre aux étudiants en droit, économie, gestion, commerce international, comme aux praticiens de la fiscalité et des affaires une vue d'ensemble de la problématique fiscale internationale, ainsi qu'un développement méthodique des principes et règles gouvernant l'imposition des revenus et des bénéfices des opérateurs engagés dans des activités transfrontalières. [présentation de l'éditeur]

- * CHADEFAX Martial, COZIAN Maurice et DEBOISSY Florence, *Précis de fiscalité des entreprises*, LexisNexis, coll. Précis fiscal, 43^{ème} éd., (août) 2019, 1054 p.

La fiscalité des entreprises, sous l'influence du droit interne et du droit européen, est en constante évolution. Ce Précis en tient compte et intègre les évolutions législatives et jurisprudentielles les plus récentes. Dans le même temps qu'elle se développe, la fiscalité des entreprises tend à se complexifier. Il ne suffit donc pas d'exposer chacune des solutions. Encore faut-il les expliquer, dégager des principes, éclairer les choix existants et montrer leurs articulations avec les autres disciplines (droit comptable, droit des sociétés, droit de la sécurité sociale, droit des procédures collectives, droit des obligations...). [présentation de l'éditeur]

- * COLLET Martin, *Finances publiques*, LGDJ, coll. Précis Domat, 4^{ème} éd., (août) 2019, 540 p.

Critères de Maastricht, crise des dettes souveraines, emprunts toxiques des collectivités locales, « trou » de la sécurité sociale, « règle d'or » budgétaire : les finances publiques sont au coeur des débats politiques et médiatiques.

L'État, les communes ou encore les organismes de sécurité sociale ne gagnent pas leur vie et ne gèrent pas leurs fonds comme un particulier ni comme une entreprise privée. Aux activités spécifiques qui sont les leurs, structurées autour de la notion d'intérêt général, sont associées des prérogatives exorbitantes du droit commun - telles que le pouvoir de prélever des impôts - mais aussi des sujétions particulières. La gestion des recettes et des dépenses publiques obéit ainsi à un ensemble de règles de droit spécifiques. C'est à leur étude que cet ouvrage est consacré.

Cette analyse du cadre juridique des flux d'argent public - non seulement les recettes qui alimentent les caisses des administrations, mais aussi les dépenses qu'elles réalisent - ne peut cependant se détourner de considérations extra-juridiques. Difficile, en effet, de comprendre la signification des règles en faisant abstraction des objectifs (économiques, politiques, sociaux) qu'elles poursuivent.

Difficile également d'occulter la manière dont ces règles sont mises en oeuvre : sont-elles véritablement appliquées ? Leur éventuelle violation est-elle sanctionnée ? Les objectifs poursuivis sont-ils effectivement atteints ? Maîtriser les règles impose de naviguer à la fois en amont et en aval de leur adoption, afin d'en percevoir le sens, les finalités et la portée.

Destiné principalement aux étudiants en licence de droit, d'AES et d'économie, aux élèves des IEP ainsi qu'aux candidats aux concours administratifs, cet ouvrage s'adresse également à tous ceux qui souhaitent comprendre les ressorts de l'action financière de l'État, des collectivités territoriales et de l'ensemble des personnes publiques. [présentation de l'éditeur]

- * Conseil d'Etat, *Les grands investissements publics*, La Doc. française, (août) 2019, 179 p.

Le colloque du 20 octobre 2017 a pour objet, à travers quatre tables rondes, de présenter une analyse actuelle des mécanismes qui portent et promeuvent les grands investissements publics. La première table ronde, intitulée la définition des priorités, a pour objectif d'examiner la question de la priorisation des projets d'investissement et leur programmation. La validation des grands projets d'infrastructures qui est un processus complexe, qui s'étend sur plusieurs années en raison d'étapes multiples assortis de délais incompressibles constitue le sujet de la deuxième table ronde. La troisième, présente les nouveaux modes de financement des projets susceptibles d'être mobilisés en fonction du coût et de la rentabilité des infrastructures pour élaborer le financement le mieux adapté. Enfin, la quatrième table ronde évoque les choix et les financements en Europe, à travers notamment la contribution de l'Union européenne à certains grands investissements. [présentation de l'éditeur]

- * DAMAREY Stéphanie, *Finances publiques*, Gualino, coll. Mémentos, 7^{ème} éd., (août) 2019, 216 p.

L'actualité la plus récente des finances publiques est développée dans la nouvelle édition de cet ouvrage. Il traite à la fois des difficultés à maîtriser le niveau des dépenses publiques, le problème de l'endettement de la France et la nécessité de réduire les déficits publics.

Cet ouvrage constitue une présentation claire, structurée et accessible de la comptabilité publique et de tous les fondamentaux des finances publiques relatifs à l'État et à son budget ainsi qu'aux finances sociales (budget de la Sécurité sociale) et aux finances locales (budgets des collectivités décentralisées). [présentation de l'éditeur]

- * DOUET Frédéric, *Cours de droit fiscal*, Enrick B. Editions, coll. CRFPA, (août) 2019, 600 p.

- * DOUET Frédéric, *Fiscalité 2.0 - Fiscalité du numérique*, LexisNexis, coll. Précis fiscal, 2^{ème} éd., (juillet) 2019, 356 p.

Economie collaborative, Financement participatif (crowdfunding, equity crowdfunding et initial coin offerings), Monnaies virtuelles, Spécificités fiscales des entreprises du numérique (start-up, entreprises innovantes, fonds de

commerce électronique et localisation des entreprises du secteur du numérique), TVA (économie du numérique et marchandisation des données personnelles).

L'ère du numérique et de l'internet est aussi celle d'une nouvelle fiscalité, la « Fiscalité 2.0 ». Cette branche du droit fiscal s'articule autour de quatre axes :

- la fiscalité de l'économie collaborative et du financement participatif (crowdfunding, equity crowdfunding et initial coin offerings) ;

- la fiscalité des monnaies virtuelles ;

- les spécificités fiscales des entreprises du secteur du numérique : start-up, financement, fonds de commerce électronique, modalités d'imposition et localisation ;

- et la TVA de l'économie du numérique et de la marchandisation des données personnelles. « Fiscalité 2.0 » est le seul ouvrage consacré à ces problématiques et, pour cette raison, la référence dans le domaine de la fiscalité du numérique et de l'internet. Sa lecture permet aux professionnels du droit ou du chiffre, aux entrepreneurs, aux étudiants et, plus généralement, à tous les utilisateurs d'internet de prendre conscience que les nouvelles technologies sont indissociables de considérations d'ordre fiscal qu'ils doivent connaître et maîtriser. [présentation de l'éditeur]

* DUFOR Anne-Claire, KOTT Sébastien et MONIOLLE Carole, *Finances publiques*, Ellipses, 3^{ème} éd., coll. 100 % droit, (août) 2019, 626 p.

Les finances publiques sont particulièrement redoutées des étudiants et souffrent d'une injuste réputation. La matière n'est ni plus difficile, ni plus technique, ni moins intéressante que les autres disciplines juridiques. Le droit constitutionnel n'est pas plus facile, il fait juste appel à des notions qui nous sont plus familières : le Gouvernement, le Parlement, le référendum sont autant de notions connues à défaut d'être maîtrisées. L'apprentissage en est facilité. Inversement, les finances publiques reposent sur des notions a priori inconnues : budget annexes, comptable public, sincérité financière. Autant de concepts à comprendre avant d'intégrer le droit qui les régit.

Cet ouvrage s'adresse aux étudiants en sciences politiques, en administration économique et sociale ou en droit ainsi qu'à ceux préparant des concours administratifs. Il vise une présentation globale de la matière. Pour autant, cet ouvrage propose une approche pédagogique rénovée des finances publiques.

Puisque la technique effraie, expliquons-la ! Puisque les finances publiques reposent sur des concepts inconnus, plaçons-les au centre de l'apprentissage ! [présentation de l'éditeur]

* KORNPORST Emmanuel et SCHMIDT Jean, *Exercices de fiscalité immobilière*, LexisNexis, coll. Précis fiscal, 3^{ème} éd., (août) 2019, 310 p.

Cet ouvrage réunit tout un ensemble de cas, pour certains simples, pour d'autres plus compliqués, couvrant l'essentiel de la fiscalité immobilière, en privilégiant l'analyse des techniques fiscales, l'optimisation des choix, la maîtrise des risques fiscaux.

Les exercices proposés sont d'origine et de nature très différentes : certains apportent des solutions claires et incontestables, d'autres sont issus de jurisprudences plus ou moins bien établies, d'autres enfin sont extraits de l'expérience professionnelle des deux auteurs qui, dans ce cadre, vous livrent des réponses clairement motivées et explicitées, sollicitent votre réflexion tout en exposant la part de doute qui peut, éventuellement, rester, comme dans toute analyse juridique.

Véritable complément du précis de Fiscalité immobilière, rédigé par les mêmes auteurs, l'ouvrage intéressera toutes les personnes confrontées aux conséquences fiscales d'opérations immobilières professionnelles de l'immobilier, investisseurs, banquiers, assureurs, avocats, notaires, experts comptables, conseillers en patrimoine, étudiants de master de fiscalité ou de l'ICH.

Cette nouvelle édition contient de très nombreux cas nouveaux notamment en matière de TVA sur les opérations immobilières, de fiscalité des sociétés immobilières, d'immobilier d'entreprise, d'impôts locaux et d'IFI. [présentation de l'éditeur]

* LAMULLE Thierry, *Fiscalité des particuliers et des entreprises*, Gualino, coll. Mémentos LMD, 20^{ème} éd., (août) 2019, 256 p.

En 2019, plus de 1018,5 milliard d'euros ont été prélevés au profit de l'État, de la Sécurité sociale, des administrations publiques locales et des institutions de l'Union européenne, soit 44,5 % du PIB français. C'est dire l'importance que revêtent les règles fiscales pour les particuliers et pour les entreprises : impôts, taxes, redevances, cotisations, contributions, etc.

Matière réputée difficile et complexe, la fiscalité doit être connue des étudiants de nombreuses filières juridiques et de gestion. Cet ouvrage est une synthèse claire et accessible des règles fiscales françaises entièrement mises à jour pour l'année universitaire 2019-2020. [présentation de l'éditeur]

* LAMULLE Thierry, *Fiscalité : 35 exercices corrigés*, Gualino, coll. Mémentos LMD, 21^{ème} éd., (août) 2019, 240 p.

* MÉDÉ Nicaise (coord.), *Les nouveaux chantiers de finances publiques en Afrique. Mélanges en l'honneur de Michel Bouvier*, Harmattan Sénégal, (juin) 2019, 566 p. [comité scientifique : Eloi DIARRA, Salif YONABA, Gérard PEKASSA et Dabakh KEBE]

Michel Bouvier est professeur à l'Université de ParisI, Panthéon-Sorbonne. D'où vient alors cette idée de lui consacrer des mélanges africains ? La raison coule de source. Notre éminent professeur est citoyen français, certes, mais il est aussi citoyen du monde au sens où il a planté le drapeau des finances publiques au-delà des frontières de l'Hexagone.

En effet, il faut d'abord faire remarquer que la Revue Française de Finances Publiques est restée poreuse à tous les souffles du vent financier. Le numéro 98/2007 a d'ailleurs été consacré à la thématique de la réforme des finances publiques dans les pays en développement.

Ensuite, le Master en droit et gestion des finances publiques a gradué, sur plusieurs promotions, de jeunes chercheurs africains ainsi que des professionnels soucieux de formation continue. Certains ont poursuivi leurs parcours académiques en soutenant une thèse de doctorat sous la direction de Michel Bouvier. Ce qui donne à l'arbre généalogique de ce dernier, des ramifications à Dakar, à Abidjan, à Cotonou, en Afrique centrale et en Ile Maurice !

Enfin, l'Association pour la Fondation Internationale de Finances Publiques (FONDAFIP) est une véritable galaxie dédiée aux finances publiques et qui comprend FONDAFIP-France mais aussi FONDAFIP-Maroc. FONDAFIP entretient aussi des relations fonctionnelles et un partenariat scientifique avec l'Observatoire des Finances Publiques en Afrique (OFIP-Afrique).

Ce rapide panorama décrit l'homme qui est la personnification des finances publiques en France, mais aussi le pèlerin d'une discipline académique mondialisée. Au gré de ses pérégrinations, tel Marco Polo sur les routes de la soie, il sème la bonne nouvelle des finances publiques, à temps et à bon droit. C'est à ce grand homme qu'est consacré le présent liber amicorum pour célébrer les finances publiques sans frontières ! [présentation de l'éditeur]

* MICHINEAU Marine, *Droit fiscal*, LGDJ, coll. CRFPA, (juillet) 2019, 414 p.

* SÉRANDOUR Yolande, *Précis de TVA*, LexisNexis, coll. Précis fiscal, (juillet) 2019, 330 p.

La taxe sur la valeur ajoutée (TVA) est a priori un impôt simple puisqu'il consiste à appliquer un taux d'imposition au prix d'un bien ou d'un service. Telle est la compréhension de chaque consommateur. L'entrepreneur pourrait non seulement regarder la TVA comme un impôt simple mais, de plus, totalement neutre pour lui car, s'il est le redevable légal de la TVA collectée auprès de sa clientèle, il peut déduire la TVA qu'il a lui-même payée à ses fournisseurs avant de procéder à son reversement au Trésor Public.

La TVA est affaire de soustraction : TVA exigible - TVA déductible = TVA due.

Pour un même bien acquis et revendu plusieurs fois, chaque vendeur paie une TVA à son fournisseur mais la récupère par imputation sur la TVA facturée à son client avant de reverser la différence à l'État. Seul le dernier maillon de la même chaîne économique ne récupère pas la TVA, le consommateur final. Tel est l'impôt indirect, celui que subit définitivement un autre que le redevable légal.

Ce mécanisme de paiement fractionné et de déduction en chaîne soulève immédiatement deux questions :

- Comment déterminer la TVA exigible ?

- Comment déterminer la TVA déductible ?

Avant de calculer une TVA exigible ou une TVA déductible, encore faut-il en connaître le champ d'application. Quelles sont les opérations imposables et quel est le pays créancier de la TVA lorsqu'une affaire est internationale ?

Ces trois principaux thèmes sont illustrés par de nombreux cas pratiques et décisions de nos juridictions françaises et de la Cour de justice de l'Union européenne.

Découvrir et approfondir la TVA c'est aussi réaliser combien cet impôt est affaire de logique juridique sinon de complexité. Progressivement, la Cour de Justice de l'Union européenne en est venue à décortiquer les directives TVA pour révéler des notions, catégories et nombres de subtilités auxquelles le législateur n'avait jamais songé. L'art de l'exégèse est pratiqué au plus haut point mais n'est pas Charles Demolombe qui veut. [présentation de l'éditeur]

* VILLEMOT Dominique, *Le débat fiscal : une passion française*, L'Harmattan, coll. Finances publiques, (juillet) 2019, 206 p.

La fiscalité est au cœur du débat politique français, comme l'a montré le grand débat national, alors que les gilets jaunes ont demandé baisse des impôts et justice fiscale. Cet ouvrage montre que la crise des gilets jaunes signifie le rejet des Français suite à une hausse continue des impôts et s'inscrit dans le prolongement des révoltes antifiscales précédentes. Le premier défi d'Emmanuel Macron est donc de baisser durablement les impôts tout réduisant le déficit. La fiscalité est en effet au cœur du pacte démocratique, mis en branle par une crise de la représentativité. Le second défi d'Emmanuel Macron sera de rétablir le consentement à l'impôt dans notre pays. [présentation de l'éditeur]

* ZARKA Jean-Claude, *Finances publiques*, Gualino, coll. En poche, 6^{ème} éd., (août) 2019, 48 p.

Et, aussi signalés :

* CABANNES Xavier et POUJADE Bernard, *Les collectivités territoriales*, Foucher, coll. Pass Concours, 6^{ème} éd., (juillet) 2019, 224 p.

* DAMAREY Stéphanie (commentaire et annotations par), *Code des associations et des fondations 2020*, Dalloz, 12^{ème} éd., (août) 2019, 1181 p.

Articles

A signaler

- Dossier « Repenser la fiscalité agricole », *JCP, éd. N*, 2019, n° 29
- Articles parus in BOUDET Jean-François et LEQUESNE ROTH Caroline (dir.), *Les administrations publiques à l'épreuve de leur dette*, Mare & Martin, (août) 2019; présentation générale de l'ouvrage dans la rubrique ci-dessus
- Articles parus in AYRAULT Ludovic, BENETTI Julie et CONAN Mattieu (dir.), *Les premières lois financières de la présidence Macron*, IRJS Editions, (juillet) 2019 ; présentation générale de l'ouvrage dans la rubrique ci-dessus
- Dossier « Argent public et nouvelle corruption », *RFFP*, n° 147, 2019
- Actes du colloque « La fiscalité environnementale à l'épreuve des réalités sociales. Y a-t-il une issue entre « la fin du mois et la fin du monde ? » », *Revue de droit fiscal*, 2019
- Dossier « Les créanciers publics face aux procédures collectives », *Revue des procédures collectives civiles et commerciales*, 2019, n° 4

● ABREU MACHADO DERZI Misabel, « Les défis de la justice fiscale au sein du Fédéralisme brésilien », *RFFP*, n° 147, 2019, p. 39

● ALBERT Jean-Luc, « Le Parlement et les premières « lois financières » », in AYRAULT Ludovic, BENETTI Julie et CONAN Mattieu (dir.), *Les premières lois financières de la présidence Macron*, IRJS Editions, (juillet) 2019, p. 13

● ALLEGRET Audrey et ALLEGRAT Jean-Pierre, « Défauts souverains et restructurations de dettes : les enseignements du partenariat public-privé transnational », in BOUDET Jean-François et LEQUESNE ROTH Caroline (dir.), *Les administrations publiques à l'épreuve de leur dette*, Mare & Martin, (août) 2019, p. 193

● ALLEMAND Frédéric, « La restructuration des dettes publiques saisie par le droit de l'Union européenne », in BOUDET Jean-François et LEQUESNE ROTH Caroline (dir.), *Les administrations publiques à l'épreuve de leur dette*, Mare & Martin, (août) 2019, p. 213

● ARNAUD-EMERY Alexandra et DE LOS ANGELES Stéphanie, « Fiscalité agricole et fiscalité forestière : même combat ? », *JCP, éd. N*, 2019, n° 29 (19 juillet 2019), n° 1254 (Dossier « Repenser la fiscalité agricole »)

- AYRAULT Ludovic, « Rapport de synthèse », in AYRAULT Ludovic, BENETTI Julie et CONAN Mattieu (dir.), *Les premières lois financières de la présidence Macron*, IRJS Editions, (juillet) 2019, p. 411
- BARILARI André, « Le consentement à l'impôt », *RFFP*, n° 147, 2019, p. 191
- BARRICK John A., « Regards américains sur l'expertise parlementaire », in AYRAULT Ludovic, BENETTI Julie et CONAN Mattieu (dir.), *Les premières lois financières de la présidence Macron*, IRJS Editions, (juillet) 2019, p. 91
- BASSANI Vincent, « Lieu d'imposition de la TVA », *Europe*, 2019, n° 7, comm. 288, p. 30
- BAUDU Aurélien, « L'émergence des fonctions de président et de rapporteur général de la commission des finances », in AYRAULT Ludovic, BENETTI Julie et CONAN Mattieu (dir.), *Les premières lois financières de la présidence Macron*, IRJS Editions, (juillet) 2019, p. 27
- BAYENET Benoît, BOURGEOIS Marc et PIRON Damien, « Dette publique et fédéralisme : le cas de la Belgique », in BOUDET Jean-François et LEQUESNE ROTH Caroline (dir.), *Les administrations publiques à l'épreuve de leur dette*, Mare & Martin, (août) 2019, p. 109
- BEAUVIRONNET Eloïse, « La BCE et la dette publique des Etats membres », in BOUDET Jean-François et LEQUESNE ROTH Caroline (dir.), *Les administrations publiques à l'épreuve de leur dette*, Mare & Martin, (août) 2019, p. 163
- BÉNÉTEAU Jocelyn, « La Nouvelle-Calédonie », in AYRAULT Ludovic, BENETTI Julie et CONAN Mattieu (dir.), *Les premières lois financières de la présidence Macron*, IRJS Editions, (juillet) 2019, p. 375
- BENETTI Julie, CONAN Matthieu, LAMBERT Thierry et VIESSANT Céline, introductions aux différentes parties de l'ouvrage, AYRAULT Ludovic, BENETTI Julie et CONAN Mattieu (dir.), *Les premières lois financières de la présidence Macron*, IRJS Editions, (juillet) 2019, respect. pp. 3, 73, 137 ; p. 9 ; p. 235 ; p. 311
- BENSOUDA Noureddine, « L'influence des groupes de pression sur les décisions en finances publiques », *RFFP*, n° 147, 2019, p. 83 (dossier « Argent public et nouvelle corruption »)
- BERGOUGNOUS Georges, « Le temps parlementaire », in AYRAULT Ludovic, BENETTI Julie et CONAN Mattieu (dir.), *Les premières lois financières de la présidence Macron*, IRJS Editions, (juillet) 2019, p. 79
- BERNARD Sébastien, « Les mutations de l'actionnariat public », *RFDA*, 2019, n° 3, p. 489
- BERTONI Pascale, « Les critères d'évaluation des politiques de l'enseignement scolaire dans la loi de finances : une performance difficilement mesurable et mal mesurée », *RFFP*, n° 147, 2019, p. 161
- BESSON Sandrine, « La place du foncier dans l'entreprise agricole : conséquences fiscales sur la transmission à titre gratuit », *JCP, éd. N*, 2019, n° 29 (19 juillet 2019), n° 1250 (Dossier « Repenser la fiscalité agricole »)
- BOIDIN Hélène, « Logement familial : fiscalité », *AJ Famille*, 2019, p. 397 (dossier « Sort du logement familial en cas de divorce »)

● BOISMMAIN Corinne, « Pas d'application immédiate d'une doctrine administrative fiscale, même plus douce », note sous Cass. com., 10 avr. 2019, *JCP, éd. E*, 2019, n° 27 (4 juillet 2019), n° 1348

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriJudi.do?oldAction=rechJuriJudi&idTexte=JURITEXT000038427076&fastReqId=784839825&fastPos=1>

● BOKDAM-TOGNETTI Emilie, « Recours contre l'amende pour manquement à la réglementation de l'épargne (CGI, art. 1739, I) : application des règles de droit commun des recours de plein contentieux administratif » (concl. sur CE, 27 février 2019), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 337

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000038179914&fastReqId=1430422346&fastPos=1>

● BOKDAM-TOGNETTI Emilie, « Exonération des bâtiments affectés à un usage agricole : non-incidence de la transformation des produits de l'exploitation en l'absence d'adjonction d'autres produits » (concl. sur CE, 30 mai 2018), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 335

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000036965986&fastReqId=1205367889&fastPos=1>

● BONNEVILLE François, « L'analyse de la dette publique et ses limites », in BOUDET Jean-François et LEQUESNE ROTH Caroline (dir.), *Les administrations publiques à l'épreuve de leur dette*, Mare & Martin, (août) 2019, p. 55

● BOSSE-PLATIÈRE Hubert, « Repenser la fiscalité agricole, Avant-propos », *JCP, éd. N*, 2019, n° 29 (19 juillet 2019), n° 1249 (Dossier « Repenser la fiscalité agricole »)

● BOUDET Jean-François et LEQUESNE ROTH Caroline, « Introduction », in BOUDET Jean-François et LEQUESNE ROTH Caroline (dir.), *Les administrations publiques à l'épreuve de leur dette*, Mare & Martin, (août) 2019, p. 13

● BOUQUEMONT Antoine, LE GUYADER Christophe et TREFFO Marie-Lore, « L'impôt sur la fortune immobilière et les biens ruraux », *JCP, éd. N*, 2019, n° 29 (19 juillet 2019), n° 1252 (Dossier « Repenser la fiscalité agricole »)

● BOURGET Renaud, « Saint Pierre et Saint-Barthélemy », in AYRAULT Ludovic, BENETTI Julie et CONAN Mattieu (dir.), *Les premières lois financières de la présidence Macron*, IRJS Editions, (juillet) 2019, p. 391

● BOUVARD Michel, « Le concept de corruption : le besoin de clarification », *RFFP*, n° 147, 2019, p. 13 (dossier « Argent public et nouvelle corruption »)

● BOUVIER Laure-Alice, « La conception de la corruption dans le droit pénal », *RFFP*, n° 147, 2019, p. 15 (dossier « Argent public et nouvelle corruption »)

● BOUVIER Michel, « L'adaptation des contrôles financiers publics aux mutations du monde moderne : un enjeu pour la démocratie » (éditorial), *RFFP*, n° 147, 2019, p. V

● BOUVIER Michel, « La corruption : une menace pour la démocratie, les finances publiques et le marché », *RFFP*, n° 147, 2019, p. 5 (dossier « Argent public et nouvelle corruption »)

● BOUVIER Michel, « Quelle justice fiscale pour un monde en transition ? », *RFFP*, n° 147, 2019, p. 149

● BUCHET Maxime et MASSOUNGA Imelda, « Paiements dans des pays à fiscalité privilégiée : précisions sur la notion de paiement et de preuve du régime fiscal privilégié » (note sous CE, 24 avril 2019), *JCP, éd. E*, 2019, n° 29 (18 juillet 2019), n° 1374 [voir aussi *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 327, avec les concl. L. CYTERMANN]

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000038424461&fastReqId=877545935&fastPos=1>

● BUREAU Dominique, « Un cadre fiscal pour taxer les pollutions, pas les gens », *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 340 (Actes du colloque organisé le 12 juin 2019 par l'association des Fiscalistes de Paris 5 : « La fiscalité environnementale à l'épreuve des réalités sociales. Y a-t-il une issue entre « la fin du mois et la fin du monde ? » »)

● CABANNES Xavier, « Le Grand livre de la dette publique. Etude préliminaire », in BOUDET Jean-François et LEQUESNE ROTH Caroline (dir.), *Les administrations publiques à l'épreuve de leur dette*, Mare & Martin, (août) 2019, p. 27

● CAVALIER Georges, « Du nouveau sur l'abus de droit et le bénéficiaire effectif ? Ou comment la théorie pourrait justifier une position jurisprudentielle », *RISF* 2019/2, p. 66

● CAVALIER Georges, « Règle fiscale française, droit international privé (communautaire) et droit (non fiscal) étranger : quelle méthode d'articulation ? », *RISF* 2019/1, p. 82

● CAVALIER Georges, « Les droits fondamentaux : nouveaux outils pour les fiscalistes ? », co-écrit avec Rocco Di NUZZO, in Alessandro BONDI, Luigi MARI, Ilaria PRETELLI; Edoardo Alberto ROSSI (eds.), *Sessant'anni di studi giuridici europei a Urbino: il Séminaire de droit européen. Studi urbinati di scienze giuridiche politiche ed economiche. Nuova serie A*, vol. 69, 2018 et disponible sur <http://ojs.uniurb.it/index.php/studi-A/article/view/2045/1833>

● CENSIER Louis et DEFAIX Romane, « Vers une fiscalité verte européenne », *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 343 (Actes du colloque organisé le 12 juin 2019 par l'association des Fiscalistes de Paris 5 : « La fiscalité environnementale à l'épreuve des réalités sociales. Y a-t-il une issue entre « la fin du mois et la fin du monde ? » »)

● CHEVALLIER Jacques, « Conclusion », in BOUDET Jean-François et LEQUESNE ROTH Caroline (dir.), *Les administrations publiques à l'épreuve de leur dette*, Mare & Martin, (août) 2019, p. 315

● CIAVALDINI Karin, « Refus de renvoi de deux QPC portant sur la loi organisant la révision des valeurs locatives foncières des locaux professionnels » (concl. sur CE, 27 mars 2019), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 334

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000038279172&fastReqId=639891238&fastPos=1>

● CIAVALDINI Karin, « Trusts et taxe annuelle de 3 % sur la valeur vénale des immeubles » (concl. sur CE, 9 mai 2019), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 333

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000038458570&fastReqId=1565569348&fastPos=1>

● Collectif, Dossier « Les résidences de tourisme : cadre juridique, réglementaire et fiscal », *Actes pratiques et ingénierie immobilière*, 2019, n° 3 (avec les contributions de Maxime BOUL, Myriam CAZAJUS, Christelle COUTANT-LAPALUS, Denis ROCHE, Vincent TOURNEBISE, Vivien ZALEWSKI-SICARD)

● Collectif, Dossier « Les monnaies », *RD bancaire et fin.*, 2019, n° 4, p. 60 (avec les contributions de Bertrand BRÉHIER, Jan SMETS, Benoît FRYDMAN, Dominique LEGEAIS, Caroline KLEINER, Marina TELLER, Bruno COLMANT, Richard BARON, Giuliano LEMME, Robby HOUBEN, Klaus LÖBER et Jean-Pierre MATTOU)

● Collectif, Dossier « Les créanciers publics face aux procédures collectives », *Revue des procédures collectives civiles et commerciales*, 2019, n° 4, p. 36 (avec les contributions de Pierre CAGNOLI, Laurence FIN-LANGER, Florent PETIT, Maxime DIESBECQ, Florence REILLE, Philippe HOONAKKER, Julia RUTH, Régis VABRES, Éric DESMORIEUX, Jocelyne VALLANSAN, Maud LAROCHE, Erwan MERLY, Lionel ANDREU, Valérie LELOUP-THOMAS, Gilles DEDEURWAERDER, Béatrice THULLIER, Thierry LAMULLE, Anne-Sophie DEGUETTE, Judith DOUTRESSOULLE, Hervé DESGUET)

● DAMAREY Stéphanie, « L'arlésienne de la responsabilité des gestionnaires publics » (tribune), *AJDA* 2019, p. 1537.

● DESBUQUOIS Jean-François, « Le « mini » abus de droit suscite toujours l'inquiétude », *La revue fiscale du patrimoine*, 2019, n° 7-8, focus 76, p. 3

● DESBUQUOIS Jean-François et FRULEUX François (libres propos par), « Pour une interprétation raisonnée de la réforme du régime « Dutreil » », *JCP, éd. N*, 2019, n° 28 (12 juillet 2019), n° 620

● DETRAZ Stéphane, « Création du Service d'enquêtes judiciaires des finances (D. n° 2019-460, 12 mai 2019) », *Droit pénal*, 2019, n° 7-8, comm. 133, p. 33

► Lien vers le texte :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000038480349&fastPos=1&fastReqId=1789977408&categorieLien=id&oldAction=rechTexte>

● DIEMER Marie-Odile, « La communicabilité des protocoles transactionnels : et la lumière fut ? » (note sous CE, 18 mars 2019, *Ministre de l'économie et des finances c/ M. Avrillier*), *AJDA*, 2019 (29 juillet), p. 1596

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000038244590&fastReqId=908152704&fastPos=1>

● DIETENHOEFFER Jérôme, « Sanction des manquements systémiques au droit de la commande publique par la CDBF », *Contrats et Marché publics*, 2019, n° 7, étude 9, p. 7

● DOSIÈRE René, « Propositions pour limiter les formes de corruption existantes dans le champ des finances locales », *RFFP*, n° 147, 2019, p. 97 (dossier « Argent public et nouvelle corruption »)

- DUFOUR Anne-Claire, « La protection sociale », *in* AYRAULT Ludovic, BENETTI Julie et CONAN Mattieu (dir.), *Les premières lois financières de la présidence Macron*, IRJS Editions, (juillet) 2019, p. 315
- DUSSART Vincent, « Le point de vue du juriste », *in* AYRAULT Ludovic, BENETTI Julie et CONAN Mattieu (dir.), *Les premières lois financières de la présidence Macron*, IRJS Editions, (juillet) 2019, p. 285
- FABREGA DIGBY-SMITH Fanny et SAINT-CHAFFRAY Olivier (de), « Nouveaux aménagements du pacte Dutreil : une clarification nécessaire », *La revue fiscale du patrimoine*, 2019, n° 7-8, repère 7, p. 1
- FAYOLLE Ambroise, « La Banque européenne d'investissement, acteur majeur du développement », *RUE*, 2019, n° 630, p. 414 (dossier « L'aide européenne au développement », présenté par Corinne DELON DESMOULIN)
- FEFFER Marc-André, « L'engagement de Transparency dans la lutte contre la corruption », *RFFP*, n° 147, 2019, p. 127 (dossier « Argent public et nouvelle corruption »)
- FERNANDEZ Julian, « Corruption et relations internationales », *RFFP*, n° 147, 2019, p. 101 (dossier « Argent public et nouvelle corruption »)
- FERRARI Giuseppe Franco, « Le Bureau parlementaire du budget dans l'expérience italienne », *in* AYRAULT Ludovic, BENETTI Julie et CONAN Mattieu (dir.), *Les premières lois financières de la présidence Macron*, IRJS Editions, (juillet) 2019, p. 99
- FORFAIT Simon, « Quel modèle de taxe écologique », *RFFP*, n° 147, 2019, p. 253 (« Chronique étudiante »)
- FOUQUET Olivier et PERIN-DUREAU Ariane, « Régime fiscal des affaires », *RTDCom*, 2019, n° 2, p. 519
- FRANCOIS-MERLET Keridwen, « Indemnisation chômage européenne : pourquoi les objections sont infondées », *RFFP*, n° 147, 2019, p. 245 (« Chronique étudiante »)
- GAUCHET Marcel, Introduction au dossier « Argent public et nouvelle corruption », *RFFP*, n° 147, 2019, p. 3 (dossier « Argent public et nouvelle corruption »)
- GAYET Marie, « Le logement de la personne âgée comme source de financement des besoins liés à la dépendance », *RDSS*, 2019, n° 4, p. 636
- GERMAIN Jérôme, « Le pouvoir d'amendement des parlementaires allemands en matière budgétaire », *in* AYRAULT Ludovic, BENETTI Julie et CONAN Mattieu (dir.), *Les premières lois financières de la présidence Macron*, IRJS Editions, (juillet) 2019, p. 139
- GODBOUT Luc, « Approche parlementaire dans un contexte canadien et québécois », *in* AYRAULT Ludovic, BENETTI Julie et CONAN Mattieu (dir.), *Les premières lois financières de la présidence Macron*, IRJS Editions, (juillet) 2019, p. 115
- GOLIARD François, « Un outil financier de régulation du trafic automobile en agglomération : le péage urbain », *Juristourisme* (Daloz), 2019, n° 221, p. 35
- GONZALEZ-GHARBI Neyla, « Denormandie « ancien » : l'Administration publie ses commentaires du dispositif et en fixe la date d'entrée en vigueur au 28 mars 2019 (BOI-IR-RICI-365-10, 31 mai 2019) », *Construction-Urbanisme*, 2019, n° 7-8, comm. 135, p. 35

- GUÉDON Paul, « Blockchain et TVA », *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 323
- GUIGUE Alexandre, « Le droit d'amendement des parlementaires britanniques lors de la discussion des lois financières », in AYRAULT Ludovic, BENETTI Julie et CONAN Mattieu (dir.), *Les premières lois financières de la présidence Macron*, IRJS Editions, (juillet) 2019, p. 177
- GUILLOU Antoine, « Réinventer une fiscalité carbone efficace et juste », *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 339 (Actes du colloque organisé le 12 juin 2019 par l'association des Fiscalistes de Paris 5 : « La fiscalité environnementale à l'épreuve des réalités sociales. Y a-t-il une issue entre « la fin du mois et la fin du monde ? » »)
- GUTMANN Daniel, « La fiscalité des entreprises », in AYRAULT Ludovic, BENETTI Julie et CONAN Mattieu (dir.), *Les premières lois financières de la présidence Macron*, IRJS Editions, (juillet) 2019, p. 349
- HABIBOU Nathalie, « Les relations entre un siège étranger et sa succursale française : liaisons dangereuses en TVA ? À propos de l'arrêt *Sté Morgan Stanley* (note sous CE, 5 avril 2019, avec les concl. E. CORTOT-BOUCHER), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 346

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000038405416&fastReqId=1349838986&fastPos=1>

- HASTING-MARCHADIER Antoinette, « La fiscalité locale dans les première lois financières Macron : une entrée en scène à rebondissements avec l'allègement massif de la taxe d'habitation », in AYRAULT Ludovic, BENETTI Julie et CONAN Mattieu (dir.), *Les premières lois financières de la présidence Macron*, IRJS Editions, (juillet) 2019, p. 357
- HOULETTE Eliane, « Clarifier le concept de corruption », *RFFP*, n° 147, 2019, p. 27 (dossier « Argent public et nouvelle corruption »)
- HUSSON-ROCHCONGAR Céline, « Discours, représentations et réalités budgétaires : comment comprendre la dette ? », in BOUDET Jean-François et LEQUESNE ROTH Caroline (dir.), *Les administrations publiques à l'épreuve de leur dette*, Mare & Martin, (août) 2019, p. 291
- ICHER Liliane, « L'OAT verte : innovation juridique ou communication politique ? », in BOUDET Jean-François et LEQUESNE ROTH Caroline (dir.), *Les administrations publiques à l'épreuve de leur dette*, Mare & Martin, (août) 2019, p. 267
- IDRISSE Mounia, « Départements et développement économique : que peuvent-ils (encore) entreprendre ? », *AJCT*, 2019, p. 322
- JACQUOT Nicolas, « Opérations complexes et TVA : une décision non accessoire » (note sous CE, 24 avril 2019, avec les concl. M.-G. MERLOZ), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 332

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000038411737&fastReqId=505122723&fastPos=1>

- KLOPFER Michel, « Disparition de la taxe d'habitation communale et du foncier bâti départemental : leur impact sur les potentiels fiscaux et la péréquation », *Revue du gestionnaire public*, 2019, n° 3, p. 59

● KOTT Sébastien, « Le contrôle juridique de l'endettement public au péril du contrôle politique », in BOUDET Jean-François et LEQUESNE ROTH Caroline (dir.), *Les administrations publiques à l'épreuve de leur dette*, Mare & Martin, (août) 2019, p. 139

● LAMULLE Thierry, « La détermination de la valeur de l'immeuble dans le cadre de l'indivision : nouveaux développements » (note sous Cass. com., 27 mars 2019), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 324

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriJudi.do?oldAction=rechJuriJudi&idTexte=JURITEXT000038373290&fastReqId=1286359971&fastPos=1>

● LA MARDIÈRE Christophe (de), « Abus de droit : affres et misère de la jurisprudence *Verdannot* », *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 330

● LAMARQUE Danièle, « La politique européenne de développement au défi d'un nouvel ordre mondial », *RUE*, 2019, n° 630, p. 408 (dossier « L'aide européenne au développement », présenté par Corinne DELON DESMOULIN)

● LARUE Marc et LARRIBEAU Denis, « La rectification des observations définitives des CRTC », *Revue du gestionnaire public*, 2019, n° 3, p. 28

● LEGRAND André, « Droits d'inscription des étudiants étrangers : rejet de la demande de suspension (note sous CE, ord., 21 mai 2019, *Association UNEDESEP*) », *AJDA*, 2019 (15 juillet), p. 1469

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000038535116&fastReqId=1033120358&fastPos=1>

● LEMONNIER Thibaut, « Vers une PAC 2021-2027 « renationalisée » et en recul ? », *RFFP*, n° 147, 2019, p. 241 (« Chronique étudiante »)

● LEROY Marc, « Relire Schumpeter à l'aune de sa méthodologie et de sa sociologie fiscale », *Cahiers Internationaux de Sociologie de la Gestion*, juin 2019, n° 20, p. 45

► Lien vers l'article :

https://f.hypotheses.org/wp-content/blogs.dir/2674/files/2019/07/CISG_n-20_06_2019_Marc_Leroy_p_47_67.pdf

● LEROY Michel, « Loi Pacte et assurance-vie : ce qui change pour la pratique », *La revue fiscale du patrimoine*, 2019, n° 7-8, p. 11

● LONG Martine, « Aides au financement et logement des personnes âgées », *RDSS*, 2019, n° 4, p. 645

● LOUISET Sandra, « Méconnaissance par l'Administration de son obligation de communication (LPF, art. L. 76 B) - décharge des seules impositions fondées sur l'utilisation des renseignements obtenus auprès de tiers (note sous CE, 24 avril 2019, avec les concl. L. CYTERMANN), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 336

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000038411754&fastReqId=937138377&fastPos=1>

- LOURIMI Alexandre, « Fiscalité de l'open finance : le traitement fiscal des intérêts de prêts sur actifs numériques », *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 345
- LUCKY Jérémie, « Quels principes de convergence fiscale au sein de l'Union européenne ? », *RFFP*, n° 147, 2019, p. 249 (« Chronique étudiante »)
- MAITROT DE LA MOTTE Alexandre, Chronique « Droit fiscal de l'Union européenne », *RTDEur.*, 2019, n° 2, p. 419
- MARTIN Erika et ROEMER Florent, « Le simple salarié pris au radar du 155 A pour sa propre prestation intégrée dans une prestation globale » (note sous CE, 9 mai 2019, avec les concl. K. Karin CIAVALDINI), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 349
- MARTUCCI Francesco, « La pression exercée par le cadre budgétaire intégré », in AYRAULT Ludovic, BENETTI Julie et CONAN Mattieu (dir.), *Les premières lois financières de la présidence Macron*, IRJS Editions, (juillet) 2019, p. 239
- MARTUCCI Francesco, « Le contrôle de l'endettement des administrations publiques dans le cadre budgétaire intégré de la zone euro », in BOUDET Jean-François et LEQUESNE ROTH Caroline (dir.), *Les administrations publiques à l'épreuve de leur dette*, Mare & Martin, (août) 2019, p. 151
- MÉDÉ Nicaise, « La corruption et ses ressorts en Afrique de l'Ouest francophone », *RFFP*, n° 147, 2019, p. 71 (dossier « Argent public et nouvelle corruption »)
- MERLOZ Marie-Gabrielle, « Activité occulte ou erreur du contribuable : approche abstraite du critère relatif à l'échange d'informations fiscales » (concl. sur CE, 18 mars 2019), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 329
 - ▶ Lien vers l'arrêt :
<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000038335607&fastReqId=357137800&fastPos=1>
- MERLOZ Marie-Gabrielle, « Taxe sur les salaires des mandataires sociaux : non-transmission de la QPC contestant l'interprétation jurisprudentielle » (concl. sur CE, 18 mars 2019), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 328
 - ▶ Lien vers l'arrêt :
<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000038244695&fastReqId=1297674895&fastPos=1>
- MERLOZ Marie-Gabrielle, « Interprétation par le Conseil d'État de la loi fixant l'assiette de la taxe » (concl. sur CE, 8 février 2019), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 326
 - ▶ Lien vers l'arrêt :
<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000038135376&fastReqId=1870069946&fastPos=1>
- MICHAUT Christian, « Pavane pour un principe d'avenir. Actualité de la séparation entre l'ordonnateur et le comptable public », *AJDA*, 2019 (8 juillet), p. 1382
- MILLER Gilles, « La Cour des comptes et les juridictions financières : les garantes de plus en plus vigilantes de la probité des gestions publiques », *RFFP*, n° 147, 2019, p. 111 (dossier « Argent public et nouvelle corruption »)

- MONNIER Jean-Marie, « Regards sur la microéconomie de la corruption et son impact sur les finances publiques », *RFFP*, n° 147, 2019, p. 35 (dossier « Argent public et nouvelle corruption »)
 - MONNIER Jean-Marie, « Justice sociale par le marché ou par l'Etat ? », in Michel BOUVIER (dir.), *Finances publiques et justice sociale*, LGDJ, 2019, p. 59
 - MONNIER Jean-Marie, « Le défi de la maîtrise de la dette publique et du retour à l'équilibre, le point de vue de l'économiste », in AYRAULT Ludovic, BENETTI Julie et CONAN Mattieu (dir.), *Les premières lois financières de la présidence Macron*, IRJS Editions, (juillet) 2019, p. 277
 - MORAINÉ Arnaud et MEDJEBAR Lydia, « Le contribuable qui rend sa copie en retard mérite-t-il un zéro pointé ? » (note sous CJUE, 2 mai 2019), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 347
- ▶ Lien vers l'arrêt :
<http://curia.europa.eu/juris/document/document.jsf?text=&docid=213586&pageIndex=0&doclang=FR&mode=lst&dir=&occ=first&part=1&cid=12034580>
- MUNGIU-PIPPIDI Alina, « L'Europe est-elle aussi corrompue que les Européens le croient ? », *RFFP*, n° 147, 2019, p.57 (dossier « Argent public et nouvelle corruption »)
 - NDIAYE Abdoul, « Vers un budget fédéral pour la zone euro ? », *RFFP*, n° 147, 2019, p. 233 (« Chronique étudiante »)
 - NÉGRIN Olivier, « La réforme de l'impôt de solidarité sur la fortune », in AYRAULT Ludovic, BENETTI Julie et CONAN Mattieu (dir.), *Les premières lois financières de la présidence Macron*, IRJS Editions, (juillet) 2019, p. 329
 - NOGUELLOU Rozen, « Favoritisme et corruption », *RFFP*, n° 147, 2019, p. 45 (dossier « Argent public et nouvelle corruption »)
 - OLIVA Eric, « le droit d'amendement et les lois financières », in AYRAULT Ludovic, BENETTI Julie et CONAN Mattieu (dir.), *Les premières lois financières de la présidence Macron*, IRJS Editions, (juillet) 2019, p. 193
 - OLLÉON Laurent, « Mini-abus de droit : la Campagne des Cent Fleurs ? », *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 344
 - ORSONI Gilbert, « Compte rendu d'ouvrage », *RFFP*, n° 147, 2019, p. 259
 - PAVLIDIS Georges, « Vers une « européanisation » des mécanismes de restructuration de la dette souveraine », *RUE*, 2019, n° 630, p. 437
 - PETIT Franck, « L'assurance-maladie : entre maîtrise des dépenses de santé et recherche de nouvelles voies de financement », in Isabelle DAUGAREILH et Maryse BABEL (dir.), *La sécurité sociale, Universalité et modernité, Approche de droit comparé*, Pédone, (mai) 2019, p. 473
 - PEZET Fabrice, « Twist final dans l'affaire de l'aide au cinéma - Les décisions de la Commission font-elles « (grand) écran » ? » (note sous CE, 12 avril 2019, avec les concl. E BOKDAM-TOGNETTI), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 348

▶ Lien vers l'arrêt :
<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000038379469&fastReqId=1175504917&fastPos=1>

- PIERRE Jean-Luc, « Impôt de solidarité sur la fortune (ISF). Détermination de l'assiette de l'impôt », *Droit des sociétés*, 2019, n° 7, comm. 138, p. 54
 - PIERUCCI Christophe, « La Nouvelle programmation financière », in AYRAULT Ludovic, BENETTI Julie et CONAN Mattieu (dir.), *Les premières lois financières de la présidence Macron*, IRJS Editions, (juillet) 2019, p. 251
 - PIERUCCI Christophe, « L'étatisation de la dette publique », in BOUDET Jean-François et LEQUESNE ROTH Caroline (dir.), *Les administrations publiques à l'épreuve de leur dette*, Mare & Martin, (août) 2019, p. 97
 - PIOTROWSKI S., ISMER R., BAKER P., MONSENEGO J., PERROU K., PETRUZZI R., REIMER E., SERRANO ANTON F., STANKIEWICZ L., TRAVERSA E., VOJE J., «Towards a Standing Committee pursuant to article 10 of the EU Tax Dispute Resolution Directive : a proposal for implementation », *Intertax*, Ed. Wolters Kluwer, Alphen aan den Rijn, 2019, vol. 47, n° 8/9, p. 678
 - POTTEAU Aymeric, Chronique « Finances publiques de l'Union européenne », *RTDEur.*, 2019, n° 2, p. 503
 - POUJADE Bernard, « La fiscalité de l'eau : les redevances des agences de l'eau », *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 341 (Actes du colloque organisé le 12 juin 2019 par l'association des Fiscalistes de Paris 5 : « La fiscalité environnementale à l'épreuve des réalités sociales. Y a-t-il une issue entre « la fin du mois et la fin du monde ? » »)
 - REDON Denis, BÉNICHOU Jean-René et CHIFFERT Vanessa, « Une fiscalité environnementale à plusieurs facettes dans le paysage fiscal et douanier français », *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 342 (Actes du colloque organisé le 12 juin 2019 par l'association des Fiscalistes de Paris 5 : « La fiscalité environnementale à l'épreuve des réalités sociales. Y a-t-il une issue entre « la fin du mois et la fin du monde ? » »)
 - RUTSCHMANN Yves et ROCH Pierre-Marie, « Acomptes sur dividendes versés par une filiale étrangère : des précisions bienvenues sur l'application du régime des sociétés mères (note sous CE, 12 avril 2019, vec les concl. E. BOKDAM-TOGNETTI), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 325
- ▶ Lien vers l'arrêt :
<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000038379479&fastReqId=761949515&fastPos=1>
- SAARILAHTI Ilkka, « Les innovations des procédures budgétaires de l'Union européenne-Seizième partie : Le budget de l'Union pour 2019 - Un quatrième échec de la procédure de conciliation budgétaire –I. L'environnement budgétaire en 2018 », *RUE*, 2019, n° 630, p. 453
 - SADEGHI Tristan, « Défaut sur la dette publique : des limites du droit, des droits du politique », in BOUDET Jean-François et LEQUESNE ROTH Caroline (dir.), *Les administrations publiques à l'épreuve de leur dette*, Mare & Martin, (août) 2019, p. 245
 - SAINT-MARTIN Laurent, « Argent public et nouvelle corruption : quels nouveaux enjeux ? Quels nouveaux moyens ? », *RFFP*, n° 147, 2019, p. 127 (dossier « Argent public et nouvelle corruption »)
 - SEGONZAC Philippe (de) et DONNEFORT Claire, « Fiscalité et Safer », *JCP, éd. N*, 2019, n° 29 (19 juillet 2019), n° 1253 (Dossier « Repenser la fiscalité agricole »)

● STANKIEWICZ Lukasz, « Chapter 22 : France », in Başaran Yavaşlar F., Hey J. (éd.), *Tax transparency : EATLP Annual Congress Zürich 7-9 June 2018*, IBFD, Amsterdam, 2019, coll. EATLP international tax series, vol. 17, p. 511

● SUEUR Jean-Jacques, « La dette : une « épreuve », de quelle sorte ? », préface à BOUDET Jean-François et LEQUESNE-ROTH Caroline (dir.), *Les administrations publiques à l'épreuve de leur dette*, Mare & Martin, (août) 2019, p. 13

● THOMAS Etienne, « Jurisprudence de la CJUE : fiscalité directe (avr./juin 2019) », *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 3331

● TOUZEIL-DIVINA Mathieu, « L'usager fiscalement contraint n'est pas un consommateur contractuel comme les autres ! » (note sous Cass, 1^{ère} civ., 4 juillet 2019, n° 19-13494), *JCP, éd. G*, 2019, n° 28 (15 juillet 2019), n° 780

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriJudi.do?oldAction=rechJuriJudi&idTexte=JURITEXT000038762755&fastReqId=1588281833&fastPos=1>

● TRAVELY Benjamin, « La fiscalité, fer de lance de la lutte contre l'artificialisation des sols ? », *JCP, éd. N*, 2019, n° 29 (19 juillet 2019), n° 1251 (Dossier « Repenser la fiscalité agricole »)

● VERSAILLES Frédéric, « Dutreil-transmission : les nouvelles obligations déclaratives précisées par décret », *JCP, éd. N*, 2019, n° 27 (5 juillet 2019), n° 602

● WOLF Marc, « La redistribution socio-fiscale peut allier compétitivité et exigence sociale » (chronique mise en ligne le 31 août 2019) :

<https://blogs.alternatives-economiques.fr/wolf/2019/08/31/la-redistribution-socio-fiscale-peut-allier-competitivite-et-exigence-sociale>

Dans un essai de synthèse de ses chroniques précédentes dédiées à la problématique de la redistribution fiscale vue sous l'inspiration des travaux de N Kaldor et J Meade et sous l'éclairage des derniers apports de la "théorie de la fiscalité optimale", Marc Wolf prolonge l'analyse par un développement spécifique sur les enjeux européens. S'y ajoutent quelques éléments de calibrage des réformes proposées.

► **Rapports et référés récents de la Cour des comptes** (mis en ligne en juillet-août 2019) :

* *Les interventions de la Caisse des dépôts et consignations (CDC) en matière de tourisme* (rapport mis en ligne le 24 juillet 2019) :

<https://www.ccomptes.fr/system/files/2019-07/20190724-S2019-1312-intervention-CDC-en-matiere-de-tourisme.pdf>

* *Les comptes et la gestion des services de la présidence de la République (exercice 2018)* (rapport mis en ligne le 18 juillet 2019) :

<https://www.ccomptes.fr/system/files/2019-07/20190718-rapport-gestion-presidence-republique-2018-2.pdf>

* *Les très grandes infrastructures de recherche* (rapport mis en ligne le 17 juillet 2019) :

<https://www.ccomptes.fr/system/files/2019-07/20190717-rapport-TGIR-2.pdf>

* *Les régimes spéciaux de retraite de la RATP, de la SNCF et des industries électriques et gazières* (rapport mis en ligne le 16 juillet 2019) :

<https://www.ccomptes.fr/system/files/2019-07/20190716-rapport-regimes-speciaux-retraite.pdf>

* *L'affectation et la mobilité des fonctionnaires de l'État* (rapport mis en ligne le 11 juillet 2019) :

<https://www.ccomptes.fr/system/files/2019-07/20190711-rapport-affectation-mobilite-fonctionnaires-2.pdf>

* *La prévention et la prise en charge du VIH* (rapport mis en ligne le 9 juillet 2019) :

<https://www.ccomptes.fr/system/files/2019-07/20190703-rapport-prevention-prise-en-charge-VIH.pdf>

* *L'aval du cycle du combustible nucléaire* (rapport mis en ligne le 4 juillet 2019) :

<https://www.ccomptes.fr/system/files/2019-07/20190704-rapport-aval-cycle-combustible-nucleaire.pdf>

* *L'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (Anact) et ses relations avec le réseau des Aract* (référé mis en ligne le 29 août 2019) :

<https://www.ccomptes.fr/system/files/2019-08/20190829-refere-S2019-1360-Anact.pdf>

* *Les aides à la pierre : retrouver la finalité des loyers modérés* (référé mis en ligne le 28 août 2018) :

https://www.ccomptes.fr/system/files/2019-08/20190828-refere-S2019-1252-aides-pierre_0.pdf

* *L'inadaptation des ressorts des cours d'appel* (référé mis en ligne le 10 juillet 2019) :

<https://www.ccomptes.fr/system/files/2019-07/20190710-refere-S2019-1195-cours-d-appel.pdf>

* *L'agence nationale du développement professionnel continu* (référé mis en ligne le 1^{er} juillet 2019) :

https://www.ccomptes.fr/system/files/2019-06/20190701-refere-S2019-0798-ANDPC_0.pdf

► **Publications de la Cour des comptes européenne** (mises en ligne en juillet-août 2019) :

* *Journal*, 2019, n° 3 :

https://www.eca.europa.eu/Lists/ECADocuments/JOURNAL19_03/JOURNAL19_03.pdf

* Rapport spécial n° 12/2019: Commerce électronique: la perception de la TVA et des droits de douane reste problématique à bien des égards (rapport mis en ligne le 16 juillet 2019) :

https://www.eca.europa.eu/Lists/ECADocuments/SR19_12/SR_E-COMMERCE_VULNERABILITY_TO_TAX_FRAUD_FR.pdf

* Rapport spécial no 10/2019: Tests de résistance des banques à l'échelle de l'UE: volume d'informations bancaires sans précédent, mais nécessité d'une meilleure coordination et d'une plus grande attention pour les risques (rapport mis en ligne le 10 juillet 2019) :

https://www.eca.europa.eu/Lists/ECADocuments/SR19_10/SR_EBA_STRESS_TEST_FR.pdf

► **Rapports parlementaires** (mis en ligne en juillet-août 2019) :

Assemblée nationale

* Rapport d'information sur la mise en application de la loi n° 2018-1203 du 22 décembre 2018 de financement de la sécurité sociale pour 2019. (MM. Olivier Véran et Bernard Perrut), mis en ligne le 26 juillet 2019 :

[http://www2.assemblee-nationale.fr/documents/notice/15/rap-info/i2186/\(index\)/rapports-information](http://www2.assemblee-nationale.fr/documents/notice/15/rap-info/i2186/(index)/rapports-information)

* Rapport d'information sur le régime fiscal des pensions alimentaires (Mme Sophie Auconie et M. Guillaume Gouffier-Cha), mis en ligne le 29 juillet 2019 :

[http://www2.assemblee-nationale.fr/documents/notice/15/rap-info/i2184/\(index\)/rapports-information](http://www2.assemblee-nationale.fr/documents/notice/15/rap-info/i2184/(index)/rapports-information)

* Rapport d'information sur l'application des mesures fiscales (M. Joël Giraud), mis en ligne le 24 juillet 2019 :

[http://www2.assemblee-nationale.fr/documents/notice/15/rap-info/i2169/\(index\)/rapports-information](http://www2.assemblee-nationale.fr/documents/notice/15/rap-info/i2169/(index)/rapports-information)

* Rapport d'information sur les coûts économiques, sociaux et budgétaires des blocages, violences et dégradations commis en marge du mouvement des "gilets jaunes" (MM. Jean-René Cazeneuve et Roland Lescure), mis en ligne le 22 juillet 2019 :

[http://www2.assemblee-nationale.fr/documents/notice/15/rap-info/i2167/\(index\)/rapports-information](http://www2.assemblee-nationale.fr/documents/notice/15/rap-info/i2167/(index)/rapports-information)

* Rapport d'information sur le Printemps de l'évaluation des politiques publiques 2019 (M. Éric Woerth), mis en ligne le 9 juillet 2019 :

[http://www2.assemblee-nationale.fr/documents/notice/15/rap-info/i2104/\(index\)/rapports-information](http://www2.assemblee-nationale.fr/documents/notice/15/rap-info/i2104/(index)/rapports-information)

* Rapport d'information relatif au débat d'orientation des finances publiques. (M. Joël Giraud), mis en ligne le 8 juillet 2019

[http://www2.assemblee-nationale.fr/documents/notice/15/rap-info/i2103/\(index\)/rapports-information](http://www2.assemblee-nationale.fr/documents/notice/15/rap-info/i2103/(index)/rapports-information)

Sénat

* *Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2018*, Rapport n° 693 (2018-2019) de M. Albéric de MONTGOLFIER, rapporteur général, fait au nom de la commission des finances, déposé le 23 juillet 2019 :

<http://www.senat.fr/rap/r18-693/r18-6931.pdf>

* *Fraude aux fonds européens : l'Union européenne protège-t-elle efficacement ses intérêts financiers ?*, Rapport d'information de M. Patrice JOLY, fait au nom de la commission des finances n° 674 (2018-2019) - 17 juillet 2019 :

<http://www.senat.fr/rap/r18-674/r18-6741.pdf>

* *Le débat d'orientation des finances publiques pour 2020*, Rapport d'information de M. Albéric de MONTGOLFIER, rapporteur général, fait au nom de la commission des finances n° 650 (2018-2019) - 10 juillet 2019 :

<http://www.senat.fr/rap/r18-650/r18-6501.pdf>

* *Sécurité sociale : le retour à l'équilibre se dérobe*, Rapport d'information de M. Jean-Marie VANLERENBERGHE, rapporteur général, fait au nom de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale et de la commission des affaires sociales n° 661 (2018-2019) - 10 juillet 2019

<http://www.senat.fr/rap/r18-661/r18-6611.pdf>

► Parlement européen

(pour mémoire)

► Ouvrages et articles intéressant les finances publiques mis en ligne sur le site **Fondafip** aux mois de juillet et août 2019 :

* Article introuvable de JOIN-LAMBERT, « L'évaluation de l'action, nouveau principe de la gestion publique », *RFFP*, n° 18, 1987 (mis en ligne le 28 juillet 2019) :

<http://www.fondafip.org/mediatheque/article-introuvable-de-join-lambert-levaluation-de-laction-nouveau-principe-de-la-gestion-publique-in-rffp-ndegree18>

* Article introuvable de Joël MOLINIER, « Les lois programmes », *RFFP*, n° 17, 1987 (mis en ligne le 17 juillet 2019) :

<http://www.fondafip.org/mediatheque/article-introuvable-de-joel-molinier-les-lois-programmes-in-rffp-ndegree17-1987>

* Article introuvable de Jean DUBERGE, « Résistance comparée à l'impôt et aux cotisations de couverture sociale », *RFFP*, n° 5, 1984 (mis en ligne le 17 juillet 2019) :

<http://www.fondafip.org/mediatheque/article-introuvable-de-jean-duberge-resistance-comparee-a-limpot-in-rffp-ndegree5-1984-min-vf>

► Ouvrages intéressant les finances publiques mis en ligne sur le site **Gallica** (ou via Gallica) :

(pour mémoire)

► **Divers** :

CJUE

* *Rapport annuel 2018* (sorti en avril 2019... signalé avec un peu de retard donc, nul n'est parfait) :

https://curia.europa.eu/jcms/upload/docs/application/pdf/2019-04/ra_pan_2018_fr_interieur.pdf

* *Rapport annuel 2018. Rapport de gestion* (sorti en avril 2019... signalé avec un peu de retard donc, nul n'est parfait) :

https://curia.europa.eu/jcms/upload/docs/application/pdf/2019-04/rapport_gestion_2018_.pdf

* *Rapport annuel 2018. Activité judiciaire* (sorti en avril 2019... signalé avec un peu de retard donc, nul n'est parfait) :

https://curia.europa.eu/jcms/upload/docs/application/pdf/2019-04/ra_2018_fr.pdf

OCDE :

* *Modèle de Convention fiscale concernant le revenu et la fortune 2017*, août 2019, 2800 p.

FMI :

* *Mise à jour des perspectives de l'économie mondiale : juillet 2019* :

<https://www.imf.org/fr/Publications/WEO/Issues/2019/07/18/WEOupdateJuly2019>

Banque de France :

* *Bulletin de la Banque de France*, n° 224 :

<https://publications.banque-france.fr/la-monnaie-et-le-credit-progressent-fortement-en-france-en-2018>

AFT :

* *Bulletin Mensuel*, n° 351, août 2019 :

https://www.aft.gouv.fr/files/medias-aft/7_Publications/7.2_BM/BM_2019/351_Bulletin%20mensuel%20aout%202019.pdf

* *Bulletin Mensuel*, n° 350, juillet 2019 :

https://www.aft.gouv.fr/files/medias-aft/7_Publications/7.2_BM/BM_2019/350_Bulletin%20mensuel%20juillet%202019.pdf

Année 2019

**Bulletin d'adhésion à la SFFP à retourner à l'adresse suivante :
(ou alors adhésion en ligne comme indiqué en 1^{ère} page de ce *Billet*)**

Société Française de Finances Publiques (SFFP)
Université Savoie Mont Blanc
Faculté de droit
Boîte Postale 1104
73011 CHAMBERY CEDEX

accompagné d'un chèque (bancaire/postal) à l'ordre de la SFFP de :

- 30 euros**, pour une adhésion au tarif plein
- 15 euros**, pour une adhésion « Doctorant » (justification : photocopie de la carte étudiant)
- 7 euros**, pour une adhésion « Etudiant en Master » (justification : photocopie de la carte étudiant)

► **J'accepte/Je refuse** que mes prénom, nom, fonctions soit mentionnés dans un annuaire qui sera diffusé aux membres (cet annuaire ne comportera aucune coordonnée personnelle ou professionnelle).

► **J'accepte/Je refuse** que la SFFP communique mon email lorsque celui-ci lui sera demandé par un membre (exclusivement) de la SFFP.

Date et signature

Indiquez vos coordonnées :

Nom :

Prénom :

Adresse personnelle :

Téléphone :

Email :

Fonctions :

Établissement (*université, administration, entreprise*) :

Les **institutions, entités et personnes morales** peuvent adhérer pour **250 euros** ; une facture sera établie en renvoyant ce bulletin d'adhésion à la SFFP.

- Je souhaite recevoir une facture de **250 euros** pour l'adhésion 2019 à la SFFP.

Institution/Entité/Personne morale :

Adresse :

Personne contact :

Email :

Date et signature

Publication de la SFFP

Pour tout contact : sffpmail@gmail.com



@SFFP2017

Le *Billet bibliographique* est un supplément mensuel de *La Lettre* de la SFFP

ISSN : 2608-5690